

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/Q1/ZAF/3

4 juillet 1996

(96-2556)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS DES ETATS-UNIS¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION PRESENTEE PAR L'AFRIQUE DU SUD² AU TITRE DE L'ARTICLE XVII

La Mission permanente de l'Afrique du Sud a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 juin 1996.

L'Afrique du Sud pourrait-elle donner plus de précisions sur les déclarations suivantes qu'elle a faites au titre de la description du fonctionnement des entreprises commerciales d'Etat (partie 3 du Questionnaire de 1960):

1. Régime des importations: "Les offices suivants, avec l'agrément du Ministre de l'agriculture, ont seuls le droit de délivrer aux négociants des permis d'importation pour les produits énumérés ci-après: (blé, maïs, graines de luzerne et sorgho)".

L'Afrique du Sud pourrait-elle indiquer comment ces offices s'occupent de commerce, par exemple comment ils déterminent les bénéficiaires des permis d'importation, comment ils calculent les quantités à importer, s'ils perçoivent des redevances et quel est le rapport entre les prix à l'importation et les prix intérieurs?

Le système de commercialisation des produits agricoles en Afrique du Sud a été libéralisé à tel point depuis deux ans que certaines de vos questions risquent ne plus avoir de rapport avec l'actualité. Nous avons l'intention de présenter bientôt à l'OMC une nouvelle notification complète. Quoiqu'il en soit, nous sommes dès à présent en mesure de vous communiquer les renseignements suivants:

1. Régime des importations:

Les contrôles quantitatifs à l'importation ont été remplacés par des droits d'importation. C'est pourquoi les offices du maïs, du blé, des graines de luzerne et du sorgho ne délivrent plus de permis d'importation. Les taux de droits approuvés pour ces produits sont les suivants:

¹G/STR/Q1/ZAF/2.

²G/STR/N/1/ZAF.

maïs	0%
blé	0%
graines de luzerne	0%
sorgho	3%

2. Régime des exportations:

"a) Les offices suivants procèdent pour leur propre compte à l'exportation des produits ci-après: (graines oléagineuses, maïs, blé)."

"b) Les offices suivants exportent pour le compte des producteurs: (agrumes, fruits décidus et fruits secs)."

"c) Les offices suivants vendent à des entreprises commerciales qui exportent pour leur propre compte les produits ci-après: (maïs, graines oléagineuses, graines de luzerne, blé, viande, sorgho)."

"L'achat et la vente d'un produit ne sont réglementés que jusqu'à un certain point (par exemple pour le blé, le prix de vente est fixé par l'office; ...)."

L'Afrique du Sud pourrait-elle indiquer comment ces offices s'occupent de commerce, comment sont fixés les prix payés aux producteurs, quel est le rapport entre ceux-ci et les prix intérieurs, comment est prise la décision de traiter avec des sociétés commerciales (pour les offices qui vendent à des sociétés commerciales exportant pour leur propre compte), comment sont fixés les prix à l'exportation, et que veut dire l'expression "réglementés [...] jusqu'à un certain point" en ce qui concerne tous les produits?

L'Office du maïs administre un système de centralisation des exportations. Lorsqu'un participant lui livre volontairement du maïs, l'Office lui accorde une avance dont le montant, déterminé avec prudence, est fonction des recettes prévues à l'exportation majorées d'une cotisation au Fonds de stabilisation et minorées des coûts prévus à l'exportation, montants qui sont tous fixés avant le commencement de la centralisation. Dès la centralisation réalisée, tous les participants reçoivent, s'il y a lieu, un versement final. L'Office lui-même n'exporte pas, mais vend le maïs au plus offrant aux entreprises privées intéressées qui exportent pour leur propre compte. Ce système est lui aussi en cours de réexamen et il se peut qu'il soit encore libéralisé.

Ces dernières années, l'Afrique du Sud n'a pas exporté de quantités importantes de blé, mais des entreprises privées en ont exporté de petites quantités sous le couvert de permis délivrés automatiquement par l'Office du blé. Celui-ci, par l'entremise de ses agents, est l'acheteur exclusif du blé produit dans le pays. Les producteurs touchent un prix calculé à partir du prix de vente intérieur, lequel est établi par voie de négociations entre les producteurs et les minotiers; il se situe actuellement à un niveau inférieur au prix d'équivalence à l'importation.

L'Office de la viande est quant à lui autorisé à exécuter un programme d'écoulement des excédents, ce qu'il ne fait pas pour le moment, de sorte qu'il ne s'occupe donc pas d'exportation, si ce n'est qu'il octroie automatiquement des licences d'exportation à des fins statistiques.

L'Office du sorgho ne limite pas les exportations de sorgho. Ce sont ou bien l'Office ou bien les différents négociants qui exportent cette céréale. Les producteurs peuvent en vendre volontairement à l'Office. Lors de la livraison à celui-ci, une avance est versée aux producteurs en fonction des recettes prévues. Après exportation du sorgho, l'Office paie les participants en fonction de ses recettes.

L'Office des graines de luzerne applique un système d'écoulement des excédents. Les négociants privés peuvent importer et exporter librement les graines de luzerne. L'Office peut vendre sur le marché local ou exporter les graines qui lui sont livrées.

L'Office des graines oléagineuses administre un programme volontaire d'écoulement des excédents. Les importations et les exportations sont effectuées par les négociants. Les graines livrées à l'Office sont centralisées. L'Office, en consultation avec les négociants, exporte les produits qui lui sont livrés. Les producteurs qui les lui livrent touchent une avance ainsi qu'un paiement final fondés respectivement sur ses recettes prévues et sur ses recettes effectives.

L'Office des agrumes et l'Office des fruits décidus appliquent des systèmes de centralisation. Tous les agrumes destinés à l'exportation doivent être livrés à l'Office correspondant. Les offices ont mandaté des agents en vue d'exporter des agrumes pour leur compte. Des permis sont également délivrés aux exportateurs qui demandent l'autorisation d'exporter hors du cadre du système de centralisation. Au moment de la livraison à l'Office, les producteurs touchent une avance fondée sur ses recettes prévues. Après exportation des fruits, les offices respectifs distribuent aux participants leurs recettes nettes, en proportion des quantités de fruits livrées par chaque participant.

L'Office des fruits secs nomme des agents qui exportent pour son compte des pruneaux et des raisins secs. Les prix à l'exportation sont déterminés par les agents, selon les besoins des marchés internationaux. Une fois que le marché local est approvisionné, tout excédent est exporté. Tous les fruits livrés à l'Office sont centralisés. Les producteurs touchent une avance fondée sur les recettes prévues de l'Office.

"Réglementés [...] jusqu'à un certain point". Cette expression signifie que par le passé, tous les produits n'étaient pas réglementés de la même façon, c'est-à-dire que pour les uns, il y avait des prix de vente fixes et un système de commercialisation centralisé, tandis que pour les autres, l'intervention de l'Etat était insignifiante. Il y a lieu de mentionner qu'en raison de la libéralisation du marché intérieur sud-africain, ce n'est que dans le cas du blé que les prix de vente restent fixés, tandis que dans la plupart des autres cas où il y a eu intervention de l'Etat sur le marché, les prix ont été réduits.

3. Evaluation des quantités exportées ou importées:

"Les quantités sont déterminées en fonction du volume de production et par le libre jeu des mécanismes du marché. ... Pour d'autres produits, tels que maïs, arachides, certains types de tabac en feuilles et fruits secs, la production dépasse généralement les besoins du marché intérieur. Les excédents éventuels, par exemple de blé, sont aussi exportés. [...] Lorsque des droits d'importation ne sont pas encore appliqués, les importations des produits réglementés sont déterminées en fonction des besoins estimés du marché intérieur."

L'Afrique du Sud pourrait-elle expliquer les critères qu'elle utilise pour déterminer s'il y a excédent ou déficit au cours d'une année donnée pour voir s'il y a lieu d'importer ou d'exporter?

S'agissant de l'importation des produits précédemment réglementés par les différents offices, le contrôle quantitatif à l'importation a été levé et les importateurs sont libres d'importer sous réserve qu'ils acquittent les droits de douane applicables. Dans le cas précis des agrumes et des fruits décidus, pour lesquels il existe un système de centralisation des exportations, certaines quantités et variétés de fruits sont produites expressément pour le marché d'exportation. Dans le cas des fruits secs, une fois le marché local approvisionné, les excédents sont exportés. La quantité de blé exportée est déterminée en tenant compte de la quantité livrée, des besoins du marché intérieur et d'un stock régulateur

correspondant à deux mois pour l'approvisionnement des minotiers. En ce qui concerne les autres offices, les quantités disponibles pour l'exportation sont fonction des quantités qui leur sont livrées volontairement.

4. Prix à l'exportation:

"Les produits exportés sont vendus aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation."

L'Afrique du Sud pourrait-elle expliquer comment sont fixés les prix à l'exportation, et préciser le rapport entre ces prix et les prix payés aux producteurs?

Les produits sont vendus au meilleur prix qu'il est possible d'obtenir sur les marchés d'exportation.

5. Renseignements statistiques:

L'Afrique du Sud pourrait-elle fournir des renseignements indiquant le commerce d'Etat et le commerce privé?

Malheureusement, cette ventilation est difficile à établir.